

Ville d'Angoulême -  
Arrêté portant dérogation à l'arrêté préfectoral relatif aux bruits de voisinage

2022/

AR/2022-468



## ARRÊTÉ PORTANT DÉROGATION A L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL RELATIF AUX BRUITS DE VOISINAGE

-----  
**GAME OF SKATE**

**le 4 septembre 2022**

**Service Vie Institutionnelle**  
**AR/2022-468**

**Le MAIRE D'ANGOULÊME,**

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2212-2 et L 2214-3 ayant pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté et la santé publique,
- **VU** le Code de la Santé Publique et notamment les articles R1336-4 à R1336-11,
- **VU** le décret n° 2017-1244 du 7 août 2017 relatif à la prévention des risques liés aux bruits et aux sons amplifiés,
- **VU** l'arrêté préfectoral du 20 avril 1999 relatif aux bruits de voisinage dans le département de la Charente,
- **VU** l'arrêté du maire n° 283 du 9 juin 2020, modifié par l'arrêté n°2021-771 du 22 décembre 2021, portant délégations de signatures à Monsieur Médéric DAVID, Directeur Général Adjoint du Pôle Administration Générale,
- **VU** la demande présentée par la société Calzone Records le 20 juillet 2022, en vue d'obtenir l'autorisation d'utiliser une sonorisation dans le cadre d'une manifestation sportive,
- **CONSIDÉRANT** qu'il convient de prendre des mesures de police à l'occasion des manifestations sonorisées en plein air,

### **ARRETE**

**Article 1** : Par dérogation à l'arrêté préfectoral du 20 avril 1999, la société Calzone Records est autorisée à utiliser des appareils de diffusion sonore dans les conditions suivantes :

<b>Lieu :</b>	<b>Période :</b>
Parvis du musée de la Bande Dessinée	date(s) : le 4 septembre 2022 de 9h00 à 23h00

Ville d'Angoulême -  
Arrêté portant dérogation à l'arrêté préfectoral relatif aux bruits de voisinage

2022/

AR/2022-468

**Article 2 :** Toutes les précautions devront être prises afin que le déroulement des manifestations ne soit pas à l'origine de nuisances en particulier sonores pour le voisinage.

**Article 3 : Conditions d'entrée en vigueur :**

La Directrice Générale des Services et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis au Représentant de l'État
- Notifié à/aux l'intéressé.e(s)
- Affiché en mairie et sur site

Ampliation adressée au :

- Directeur Départemental de la Sécurité Publique

**Article 4 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de la Commune d'Angoulême dans un délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Poitiers, 15 rue de Blossac 86000 POITIERS, dans un délai de deux mois à compter de la notification ou l'affichage de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ce recours peut être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

ANGOULÊME, Hôtel de Ville,  
le 1<sup>er</sup> septembre 2022  
Pour le Maire et par délégation,  
Le Directeur Général Adjoint  
du Pôle Administration Générale  
et Affaires Juridiques

Médéric DAVID



Notifié le  
Certifié exécutoire,  
Pour le Maire et par délégation,